

PECHENARD Frédéric
Délégué interministériel à la Sécurité
Routière
Ministère de l'intérieur
Place Beauvau
75800 Paris Cedex 06

Objet : demande d'audience sur le sujet de la mise en place transitoire du formulaire CERFA
référence 06 n° 149948*01
CN. : 13113 D.75

Marseille, le 6 Septembre 2013

Monsieur le Préfet,

L'arrêté du 26 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 20 avril 2012 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire a été publié au journal officiel du 30 Août 2013.

Ce texte stipule qu'à partir du 16 Septembre 2013, chaque demande d'examen du permis de Conduire sera complétée par le formulaire de recueil complémentaire de données nécessaires à l'édition du titre de conduite au format de l'Union Européenne, le formulaire CERFA référence 06 n° 149948*01.

Les organisations syndicales représentatives de la profession déplorent de ne pas avoir été consultées préalablement à la rédaction de ce texte, et regrettent l'attitude pour le moins cavalière de notre administration de tutelle, dans la mesure où la nouvelle démarche concernant le dossier CERFA 06 s'avère correspondre à une charge de travail administratif supplémentaire pour notre profession dont pourtant la seule obligation réglementaire et contractuelle s'arrête à la pédagogie. Cette charge de travail aurait dû incomber uniquement aux services de l'état.

Plus grave, les préfectures adressent aux écoles de conduite, des notes explicatives, de contenus, de recommandations et d'exigences très différents d'un département à l'autre, tentant de rappeler le décalage du projet FEATON et expliquant le nécessaire engagement de l'état vis-à-vis de la communauté européenne, imposant ainsi aux écoles de conduite de prendre en charge la transmission du CERFA 06 avec son lot de justificatifs en double exemplaire !

Nos élèves candidats et nos établissements d'enseignement devaient connaître le bonheur de l'allègement administratif grâce à la dématérialisation. Au final, nous sommes menacés d'un surpoids du papier.

Nos organisations syndicales jugent cette situation inacceptable !

Depuis le début de la semaine, toutes les écoles de conduite réagissent vivement car elles réalisent la charge administrative complémentaire dont elles ne parviennent pas à cerner les contours tant les informations données par les préfectures sont imprécises et différentes.

Pour ces raisons, nous demandons instamment une audience particulière auprès de vous, Monsieur le Préfet, pour vous exposer les solutions de fonctionnement qui nous paraissent les plus réalistes et les plus facilement réalisables.

Des aménagements nécessaires et immédiats sont à décider et des précisions réglementaires sont à envisager pour donner à l'ensemble des services préfectoraux, un « mode d'emploi » unique et non interprétable, évitant ainsi de bloquer le système de délivrance des titres du permis de conduire.

Par ailleurs, nous souhaitons vous exposer les difficultés de fonctionnement de l'ADR – Annonce Différée des résultats – sur les examens intermédiaires comme l'ETG ou les examens hors circulation, afin que là aussi vous preniez les dispositions pour aménager favorablement le système actuel.

Compte tenu de l'échéance du 16 septembre 2013, nous insistons Monsieur le Préfet pour l'organisation d'une audience immédiate.

Dans cette attente et restant à votre disposition, nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, à l'expression notre très haute considération.

Jean Louis BOUSCAREN,

Président de l'UNIDEC



Jean Pierre Martin,

Président du CNSR

